

Polémique ♦ Olivier Roy, politologue, sur l'affaire Geisser :

«Que le service de sécurité du CNRS enlève ses rangers»

Olivier Roy, a été mis en cause dans *Libération* du 6 juillet, par Joseph Illand, fonctionnaire de sécurité de défense au CNRS, chargé de la protection du patrimoine scientifique. Une polémique oppose les deux hommes sur fond d'une procédure administrative à l'encontre du sociologue Vincent Geisser, par ailleurs jugé trop favorable aux thèses islamistes.



mes alors dans un système de contrôle et de censure institutionnelle. Ou bien le service ne s'est mobilisé que sur mon interview (par ailleurs tout à fait marginale par rapport à mes œuvres) et c'est alors la mise en cause du Saint-Père qui a suscité son ire. Il s'agit dans ce cas de la

Quel est le fond de votre différend avec Joseph Illand ?

Dans une interview au journal *La Croix*, je réagissais au discours du pape Benoît XVI, le 12 septembre 2006 à l'université de Ratisbonne, et je faisais remarquer qu'il était pour le moins maladroit et fort peu diplomatique pour un pape qui s'apprêtait à faire son premier voyage en Turquie de prendre en modèle un empereur byzantin en guerre avec l'islam. Un peu comme si, à la veille d'un voyage officiel à Paris, le pape célébrait une messe à la mémoire de Louis XVI. C'est une question de diplomatie, pas de réécriture de l'histoire. Dans *Libération*, Joseph Illand reconnaît m'avoir envoyé un courriel selon lequel tout le «service» de sécurité s'est trouvé «pantois» devant une remarque incidente faite au détour d'une interview.

Cela vous choque que le service de sécurité s'intéresse ainsi à vos écrits ?

De deux choses l'une : ou bien le service de sécurité du CNRS épiluche tout ce que les chercheurs écrivent et leur fait parvenir des rectificatifs en cas de «mauvaises» interprétations : nous som-

part de Joseph Illand et ses collaborateurs de défendre une cause. C'est pourquoi j'accuse le haut fonctionnaire de défense de m'avoir reproché de traiter mieux l'islam que le catholicisme.

Joseph Illand a affirmé à «Libération» vous avoir écrit en tant que simple citoyen...

L'ingénieur général n'a pas exprimé son opinion personnelle en tant que citoyen – en ce cas je lui aurais répondu –, mais l'avis de son service : comme il le reconnaît, il m'a bien écrit en tant que haut fonctionnaire de la défense qui a autorité sur les chercheurs. Et c'est bien ça le problème : les chercheurs, comme les universitaires et les journalistes, doivent pouvoir travailler en dehors des interférences de ceux qui ont autorité sur eux – comme un propriétaire de journal par exemple. Un avis «amical» d'un fonctionnaire d'autorité, qui peut interdire une mission, enquêter sur un labo et demander des sanctions est, qu'on le veuille ou non, une pression. Je n'ai fait que demander une chose et je la maintiens : que les membres du «service» de sécurité du CNRS enlèvent leurs rangers, leur sabre et leur goupillon de la recherche en général et de ma boîte aux lettres en particulier.

Recueilli par ♦ CATHERINE COROLLER